

Doullens : main-d'œuvre et coût du travail

Tous les ans, le bureau cantonal choisit une commune différente pour son assemblée. Cette année, c'est la commune de Terramesnil qui a accueilli le 4 janvier une bonne vingtaine d'agriculteurs pour ce rendez-vous syndical auquel participaient Marc Droy, secrétaire général adjoint de la Fdsea, et en fin de matinée Christian Vlaeminck, conseiller général.

Bernard Thuillier, le président du canton, a dressé le bilan de l'année écoulée avec les apports des délégués cantonaux. Ceux-ci ont souvent regretté le manque de réunions des sections dont ils sont les délégués et les horaires qui gênent les éleveurs. Un souci partagé par Marc Droy qui assure être à l'écoute du terrain et admet que l'organisation de la Fdsea est à repenser.

Dans son domaine qui est la main-d'œuvre (il préside la commission de la Fdsea), Marc Droy, comme à Nesle deux jours plus tard, s'est félicité des travaux des délégués de sa commission ainsi que de la montée en puissance de l'échelon régional dans l'approche des dossiers notamment grâce à la constitution de la Frsea Picardie. "Toutefois, au regard du mode de rémunération de nos salariés, nous sommes freinés par l'histoire propre à chaque département qui rend difficile une uniformisation régionale", a-t-il expliqué. Pour ce



Bernard Thuillier a été réélu président cantonal de Doullens.

qui concerne les négociations avec l'administration, elle sont de plus en plus compliquées notamment depuis la réforme et le regroupement des services. "Nos interlocuteurs ne comprennent plus les spécificités agricoles", a regretté Marc Droy. Pour l'instant, un gros point de blocage demeure concernant la retraite complémentaire avec l'Ag2r car le système est figé au national.

Enfin, Marc Droy a dénoncé la distorsion de concurrence en matière de coût du travail avec nos voisins du Benelux et d'Allemagne. "Malgré des salaires moyens globalement équivalents, en agriculture ils sont très inférieurs aux nôtres", a-t-il expliqué. "La taxe soda doit nous redonner un euro de l'heure mais elle n'est pas encore applicable et la dégressivité l'annulera très vite. Nous

avons eu très peur à l'automne dernier à propos du calcul de l'exonération Fillion. Les nouvelles sont rassurantes aujourd'hui mais nous devons rester vigilants", a-t-il indiqué. Enfin, il considère que la TVA sociale, vieille demande de la profession, est un mécanisme très intéressant. "Certaines aides sociales comme les allocations familiales, justifiées dans le cadre d'une politique en faveur de la famille, ne devraient plus être financées par le travail", a-t-il conclu.

L'après-midi, les participants ont suivi avec intérêt les explications de Laurent Lewandoski, animateur de Germa, sur les origines et le parcours de ce groupement de recherche sur le matériel créé en 1991 à l'initiative de douze agriculteurs picards. "Améliorer sa performance et diminuer ses prix d'achat, telle a été l'idée simple qui a prévalu dans la création de Germa", a-t-il rappelé. Les agriculteurs de plus en plus impliqués dans leurs exploitations, n'ont que peu de temps pour s'informer, négocier et acheter des produits représentant un assez faible pourcentage de leur compte de charge. C'est souvent sur ces postes que sont constatées des différences considérables entre le coût réel d'un produit et le prix que la paie la plupart des agriculteurs.

PATRICK DESMEDT

Bray-sur-Somme : partager davantage de moments de convivialité

Une bonne quinzaine d'agriculteurs du canton de Bray-sur-Somme ont répondu à l'invitation de Dominique Lagache, président cantonal, en se réunissant à la salle de la mairie de Chui- gnolles le 9 janvier pour l'assemblée générale en présence de Denis Delattre, secrétaire général adjoint de la Fdsea.

Dominique Lagache s'est félicité de présider le deuxième canton du département en taux de cotisation mais "c'est dommage que les adhérents ne soient pas plus actifs", a-t-il constaté. C'est sans doute la raison pour laquelle une volonté commune s'est manifestée pour prendre du temps dans le cours de l'année afin de s'informer sur des dossiers assez pointus comme la PAC ou l'environnement par exemple, en faisant de ces rencontres des moments de convivialité. Sur le principe, les participants doivent se revoir au printemps. Une initiative encouragée par Denis Delattre pour qui "un canton

dynamique ne se réunit pas que pour débattre de sujets d'actualité mais aussi pour que les agriculteurs se rencontrent et apprennent à se connaître". Il a par ailleurs insisté sur la solidarité qui reste une valeur fondamentale du syndicalisme. Dominique Lagache a été reconduit à l'unanimité dans ses fonctions de président.

PATRICK DESMEDT

Dominique Lagache a été réélu président cantonal de Bray.



Les participants unanimes pour se réunir régulièrement dans l'année.

Boves : gros plan sur les problèmes fonciers

Jean Luc Duban, réélu président cantonal de Boves, a démarré l'assemblée générale sur un bilan complet de l'année 2011 : les dégâts de gibier, notamment de lapins, en diminution dans le secteur, l'opération paille, le dossier brûlant de la TVA sociale auquel la Fnsea attache beaucoup d'importance... La Commission départementale de consommation des espaces agricoles mis en place le 30 mai dernier, commence déjà à causer des soucis, a affirmé Olivier Faict, secrétaire général adjoint à la Fdsea. Elle s'adresse aux communes sans documents d'urbanismes, soit plus de 500 dans la Somme, et dans lesquelles des certificats d'urbanismes ou des demandes de constructions de bâtiments agricoles sont déposés. "La commission ne donne qu'un avis, il revient au maire de prendre une décision qui peut être différente de celle la commission, contrairement à ce qui se dit", a précisé Olivier Faict. L'objectif est de réduire de moitié le gaspillage de terres agricoles. Dans le canton, on voit des terrains en friches depuis sept ans suite à des extensions de zones d'activité.



Jean Luc Duban : "Les plus jeunes d'entre nous ont beaucoup entendu parler de la sécheresse de 1976, aujourd'hui ils savent ce que c'est !"

Autre sujet local, le remembrement des communes de Dommartin, Hailles et Rouvrel qui a démarré il y a plus de dix ans ! Le projet est encore reculé d'un an à cause notamment d'un changement de réglementation et de la découverte d'espèces animales protégées. Ce qui fait vivement réagir les agriculteurs concernés. La Fdsea a été interpellée pour intervenir auprès des instances administratives.

ARNAUD BOITEL



Une partie des participants à l'assemblée de Boves.

Rue : le "verdissement" de la PAC inquiète

L'assemblée générale du canton de Rue s'est déroulée le 9 janvier sous la présidence de Francis Dailly, dont le mandat a été renouvelé. Il a d'ailleurs tenu à remercier l'ensemble des élus de la Fdsea ainsi que les conseillers et assistantes des différents services pour leur accompagnement au quotidien dans sa fonction de président cantonal. Un point sur les projets de réforme de la PAC a été réalisé, mettant en avant l'aspect "verdissement", dont l'objet serait notamment d'obliger chaque exploitation à cultiver un minimum de trois cultures. Ce qui a fait réagir les participants par rapport aux régions où la monoculture est de rigueur : Quelles cultures mettre en place pour respecter la législation ? Quel impact sur les filières ? La question de



Francis Dailly a été réélu président cantonal.

la prise en compte de la main-d'œuvre pour l'octroi des aides a été également abordée. Françoise Crété, secrétaire générale de la Fdsea, a ensuite fait le bilan de l'année écoulée, marquée par l'opération paille, la contractualisation en produc-

Rue : le "verdissement" de la PAC inquiète (suite)

tion laitière et la prochaine directive nitrate.

La réunion s'est terminée sur le rappel de deux dates : l'assemblée générale départementale le 14 février prochain sur le thème

"De Bruxelles à nos parcelles, les clés de la réussite" et la préparation de la foire Agricole d'Abbeville qui aura lieu le 13 mai prochain.

ALINE LANDRIEUX



Les participants à l'assemblée de Rue.

Nesle : débats autour du canal

C'est à la bibliothèque de Nesle que se sont retrouvés le 6 janvier une bonne trentaine d'agriculteurs du canton soit la moitié d'entre eux pour l'assemblée générale présidée par Hervé Nuttens avec la participation de Marc Droy, secrétaire général adjoint de la Fdsea. Il a d'abord été question du canal Seine Nord Europe avec Odile Dalle, juriste chargée notamment du dossier des grands travaux à la Fdsea. Après la réunion des commissions communales d'aménagement foncier en fin d'année 2011, vient celui des sous-commissions qui doivent fixer le périmètre et définir les prescriptions environnementales. Ces prescriptions concernent entre autres l'hydraulique, les haies, les talus, les sites inscrits ou classés, les risques d'érosion. "Il faut passer du temps sur cette étape car chaque élément du paysage sera répertorié et il sera décidé de son maintien ou non et de sa compensation le cas échéant. Toutes les décisions seront reprises dans un arrêté préfectoral et VNF aura l'obligation d'en prendre en charge le financement", a souligné Odile Dalle.

Après avoir procédé aux élections qui ont vu Hervé Nuttens être réélu à l'unanimité à la présidence, la parole a été donnée à Gilles Pri-



Hervé Nuttens, a été réélu président cantonal de Nesle.

laux, archéologue professionnel qui travaille au sein de l'Inrap sur le chantier du canal. En réponse à plusieurs observations des participants, Gilles Pri-laux a expliqué que les fouilles sont diligentées par l'Etat et qu'elles n'ont pas pour but de ralentir les travaux. "Il n'existe aucun évènement qui puisse dévier ou arrêter le canal", a-t-il assuré. Comme les agriculteurs du canton de Combles le 19 décembre, ceux du canton de Nesle ont été emballés par la passion et la clarté des explications de leur interlocuteur. "C'est très facile de constituer un musée et c'est bien de le faire à l'échelon local", a conclu Gilles Pri-laux.

PATRICK DESMEDT



Une trentaine d'agriculteurs ont participé à l'assemblée de Nesle.

Crécy-en-Ponthieu : l'emploi et les missions de la Safer

L'assemblée générale du canton de Crécy-en-Ponthieu a été marquée par le changement de président. Rémi Baudel, président du canton depuis neuf ans, a souhaité passer la main tout en restant président de l'arrondissement du Ponthieu et vice-président du canton où il épaulera Dorothée Ebersbach, agricultrice à Conteville, qui lui succède à la tête du canton.

Les questions de main-d'œuvre étaient au programme de cette assemblée. Thomas Quennehen, juriste à la Fdsea, a expliqué les récents changements : la réintégration des heures supplémentaires dans le calcul Fillon et la réduction des charges pour les permanents agricoles (jusqu'à 1 euro par heures de travail). Il a aussi présenté les premiers résultats de l'observatoire des rémunérations dans la Somme. Ils révèlent que 41% des salariés agricoles permanents sont qualifiés, voire très qualifiés, et qu'ils perçoivent un salaire dont ils n'ont pas à rougir face à ceux pratiqués dans d'autres secteurs d'activité.

Les missions de la Safer, un organisme créé et géré par la profes-



Dorothée Ebersbach succède à Rémi Baudel à la présidence du canton.

sion agricole, sont souvent méconnues ou critiquées. Aussi est-il utile de les rappeler. Marie-Andrée Degardin, directrice de la Safer Picardie, et Olivier de France ont ainsi expliqué que la Safer acquiert à l'amiable ou préempte des terres pour les revendre ensuite. Le but est de lutter contre la spéculation, favoriser l'installation d'un jeune ou conforter une exploitation. La rétrocession s'effectue au prix d'achat auquel s'ajoutent seulement les frais de fonctionnement de l'organisme. Elle a lieu après consultation du délégué structure

du canton et du conseil d'administration de la Safer.

La Safer peut également apporter son concours technique aux collectivités locales pour la constitution de réserve foncière comme dans le cas du canal Seine Nord ou de la construction d'autoroutes ; et pour permettre la culture de zones en friche en attendant la réalisation d'une zone d'activité par exemple. Elle passe à cet effet des conventions d'occupation précaire ou des conventions de mise à disposition.

La Safer répond enfin à la demande de cédants qui souhaitent transmettre leur exploitation par l'intermédiation locative. Elle étudie le dossier du cédant et celui des repreneurs potentiels afin de déterminer des priorités pour la reprise en fonction de plusieurs critères, notamment le maintien de la valeur ajoutée sur l'exploitation.

Laurent Degenne, président de la Fdsea 80, a conclu cette présentation en insistant notamment sur la défense du statut du fermage dans le département.

ALINE LANDRIEUX

Nouvion : une PAC au service de la valeur ajoutée

Les adhérents du canton de Nouvion se sont réunis à l'initiative de leur président, Etienne Piolé. Dans un premier temps, Anne-Catherine Prévost, présidente du canton d'Abbeville a présenté l'avancement de la Foire Agricole d'Abbeville et de la Picardie Maritime. Celle-ci renaîtra le 13 mai 2012, après vingt ans de suspension, sur l'esplanade Vauban. Bon nombre d'exposants et partenaires ont d'ores et déjà confirmé leur participation active, confirmant ainsi l'engouement autour du projet. Un engouement qui nécessitera une forte implication des équipes locales du Vimeu et du Ponthieu. Le canton de Nouvion, qui sait cultiver la convivialité, comme en témoigne le repas de la St Eloi qui aura lieu le 18 février avec le canton de Crécy, se mobilisera donc pour l'évènement du prochain printemps.

Rémi Baudel, vice-président du Ponthieu, a présenté les enjeux de la PAC, et, sans occulter la tendance de fond de convergence, a présenté les axes défendus tant au niveau régional que départemental. "Notre département a su créer des filières à valeur ajoutée, et hérite de fait de DPU élevés. Nous ne sommes pas sourds aux volontés de convergence, mais nous redisons que certaines filières ne peuvent survivre à une

convergence complète et immédiate. Il faudra donc trouver d'autres soutiens à nos filières, soit par le couplage, soit par le soutien à l'investissement, les deux étant liés". Enfin, Laurent Lewandowski a présenté à la fois le groupement Germa, mais aussi les éléments clé du GNR. "Le GNR, en tant que carburant est meilleur que le fuel ordinaire car il se fait sur une base gazole plus raffinée. Il pose la question du stockage car il a tendance à dégrader les cuves. Cependant, le vrai changement, c'est le niveau technique des pompes d'injection et des systèmes de filtration, qui, avec des tamis de l'ordre du micron ne supportent plus la moindre impureté", a-t-il résumé, en dédramatisant toutes les spéculations inutiles propagées sur le terrain. Accompagné

Etienne Piolé, réélu président du canton de Nouvion.

d'un spécialiste de la question, il a par ailleurs présenté des systèmes adaptés aux spécificités agricoles (débit de pompes de remplissage, durée de stockage, etc...).

FRANÇOIS MAGNIER



Les adhérents du canton vont s'impliquer dans l'organisation de la Foire agricole d'Abbeville.